



APAVE
AGENCE DE TOULON
La Bastide Verte
21 avenue Irène et Frédéric Joliot
Curie ZI Toulon Est
83680 LA GARDE
N° SIRET :90386961801762

DONNEUR D'ORDRE
CEA
Centre de Cadarache
13115 SAINT-PAUL-LÈS-DURANCE
CONTACT : Mr EVENOR Eric



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti



Numéro de contrat : **A534887071.1**
Numéro d'offre : **2023-0116-1553-AM-151-
A534887071.1-001-1**
Date : **03/02/2023**

Lieu d'intervention :

**IGS 115 Bâtiment 151
Centre de Cadarache
13115 SAINT-PAUL-LÈS-DURANCE**

Destinataire rapport :
CEA

Date d'intervention :
Du **30/01/2023** au **30/01/2023**

Intervenant : **Monsieur Pascal VIEVILLE**

Signature :

*Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité
Nombre de pages total du document : 18 pages*

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES		
1.1	DÉSIGNATION DU BATIMENT		
Adresse : IGS 115 Bâtiment 151 Centre de Cadarache 13115 SAINT-PAUL-LÈS-DURANCE		Numéro de Lot : Référence Cadastre : Non communiqué Date du Permis de Construire : Antérieur au 1er juillet 1997	
Étage : Bâtiment :			
Nature du bâtiment : Industrie Cat. du bâtiment : Industrie			
1.2	DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE	
Nom : CEA Adresse : Centre de Cadarache 13115 SAINT-PAUL-LÈS-DURANCE		Nom : CEA Adresse : Centre de Cadarache 13115 SAINT-PAUL-LÈS-DURANCE	
1.3	EXÉCUTION DE LA MISSION		
Repérage réalisé par : VIEVILLE Pascal N° certificat de qualification : B2C 0656 Date d'obtention : 07/09/2022 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : B2C Bureau Contrôle Certification 24 Rue des Prés 67380 LINGOLSHEIM		Laboratoire d'Analyses : ALS Adresse laboratoire : 8, rue de l'Ancien Lavoisier 69720 SAINT-LAURENT-DE-MURE Numéro d'accréditation : n°1-5853	
Date de la commande : 30/01/2023 Accompagnateur : Mme BERTHELOT		Organisme d'assurance professionnelle : AXA FRANCE IARD Adresse assurance : 313 Terrasse de l'ARCHE 92727 NANTERRE CEDEX N° de contrat d'assurance : 10800807204 Date de validité : 31/12/2023	
1.4	REFERENCE DU PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE		
Nature des travaux envisagés : Aucun programme de travaux référencé. Le périmètre des travaux est défini sur indications orales du donneur d'ordre. Cf 5.1			
1.5	VISA DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	DATE D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT	
Nom de l'opérateur : VIEVILLE Pascal AGENCE DE TOULON 21 avenue Irène et Frédéric Joliot Curie ZI Toulon Est 83680 LA GARDE		Lieu et date d'établissement du rapport Fait à LA GARDE le 03/02/2023	
Signature			
			
1.6	CONCLUSION(S) DU RAPPORT		

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

SOMMAIRE :

INFORMATIONS GÉNÉRALES	2
DESIGNATION DU BATIMENT	2
DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	2
DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE	2
EXÉCUTION DE LA MISSION	2
REFERENCE DU PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE	2
VISA DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	2
CONCLUSION(S) DU RAPPORT	2
RESULTATS DU REPERAGE.....	4
MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AFFECTES PAR LES TRAVAUX	4
MATERIAUX OU PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE	4
INVESTIGATIONS NON REALISEES	4
MOYENS D'ACCES A METTRE A DISPOSITION PAR LE DONNEUR D'ORDRE	4
INVESTIGATION(S) APPROFONDIE(S) DEVANT ETRE REALISEE(S) PAR LE DONNEUR D'ORDRE	4
COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION	4
OBJECTIF	4
REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES	4
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	5
PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION	5
PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE	5
PROGRAMME ET PERIMETRE DE REPERAGE DEFINIS PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE	5
RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)	6
OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE DE L'IMMEUBLE BATI	6
PRECONISATIONS	6
ANNEXE FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION	7
ANNEXE CROQUIS.....	9
ANNEXE PROCES VERBAUX D'ANALYSES	11
ANNEXE TABLEAU ESTIMATIF DES QUANTITES.....	13
ANNEXE CERTIFICATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	14
ANNEXE ATTESTATION D'ASSURANCE	15
CONSEILS SUR LES MODALITES D'ELIMINATION DES DECHETS	17

2 RESULTATS DU REPERAGE

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les composants et les locaux ou les volumes auxquels il a pu accéder dans des conditions normales de sécurité.

2.1 Matériaux ou produits contenant de l'amiante affectés par les travaux

Absence

2.2 Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante

Etage	Local	Composant	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage	Réf ZPSO
RDC	P30A	Mur	Peinture	Résultat d'analyse (P001)		
		Mur	Plâtre peinture	Résultat d'analyse (P003)		
		Mur	Plâtre peinture	Résultat d'analyse (P002)		

2.3 Matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante non prélevés

Sans objet

3 INVESTIGATIONS NON REALISEES

3.1 Moyens d'accès à mettre à disposition par le donneur d'ordre

Néant

3.2 Investigation(s) approfondie(s) devant être réalisée(s) par le donneur d'ordre

Néant

4 COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION

4.1 Objectif

Le repérage de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti est défini à l'article R. 4412-97 du Code du Travail. Il consiste à rechercher, identifier, localiser et quantifier les matériaux et produits contenant de l'amiante susceptibles d'être affectés directement ou indirectement par les travaux tels qu'ils ont été définis par le donneur d'ordre.

4.2 Références réglementaires et normatives

Loi no 2016-1088 du 8 août 2016,
 Décret no 2012-639 du 4 mai 2012 modifié par le décret 2017-899 du 9 mai 2017 et par le décret 2019-251 du 27 mars 2019,
 Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
 Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019,
 Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification,
 Articles L.4412-2, L.4531-1, L.4121-3 et R.4412-97 du Code du travail,
 Norme NF X 46 020 du 05 août 2017.

4.3 Conditions de réalisation du repérage
Date(s) et nature des visites sur site

Date(s) de la ou des visites	Objet
30/01/2023	Prélèvements pour analyse selon plans complémentaires précisés sur site

Documents remis :

Titre	Objet	Référence	Date	Auteur / Société
Demande d'intervention	Prélèvement amiante avant travaux en P30A	2023-0116-1553-AM-151	30/01/2023	Mme BERTHELOT

Ecarts par rapport à la norme NF X 46-020 : Prélèvements pour analyse selon plans ou informations complémentaires précisés sur site car aucun programme de travaux ne nous a été fourni.

Conditions du repérage : Le repérage est réalisé conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, qui prescrit la fréquence minimale des sondages et prélèvements au sein de zones présentant des similitudes d'ouvrage.

Lorsque le repérage ne peut être dissocié de l'engagement de l'opération elle-même pour des raisons techniques communiquées par l'opérateur de repérage (dépose de doublages, de pléniums etc), le donneur d'ordre fait procéder au repérage au fur et à mesure de l'avancement des travaux projetés.

Moyens mis à disposition de l'opérateur : Néant

Commentaire : Néant

5 PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION
5.1 Programme de travaux défini par le donneur d'ordre

2023-0116-1553-AM-151

Aucun programme de travaux référencé. Le périmètre des travaux est défini sur indications orales du donneur d'ordre. Prélèvement amiante avant travaux en P30A

Si des produits ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, n'auraient pas fait l'objet d'investigations car non identifiés comme concernés par le programme de travaux tel que communiqué par le donneur d'ordre, ce dernier devra effectuer des investigations complémentaires.

5.2 Programme et périmètre de repérage définis par l'opérateur de repérage

Périmètre de repérage : Ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concernés par la mission de repérage, telle que découlant du programme des travaux fixé par le donneur d'ordre.

Etage	Local / partie d'immeuble concerné par les travaux	Visitée	Justification
RDC	P30A	OUI	

Programme de repérage : Liste des composants de construction et parties de composants de construction à inspecter à l'occasion de la mission de repérage. Le programme de repérage est établi sur la base du programme des travaux fixé par le donneur d'ordre, en prenant notamment en considération les données de l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019.

Ouvrages ou composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder	Matériau ou Produit	Commentaire
3 - Parois verticales intérieures			
Murs et cloisons maçonnés	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M	
Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Peintures décoratives (pailletées, gouttelettes, ...)	M	

6 RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

Rapports précédents :

Absence de rapports antérieurs ou non communiqués

7 OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE DE L'IMMEUBLE BATI

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier amiante – parties privatives» (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier technique amiante» (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux.

Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

8 PRECONISATIONS

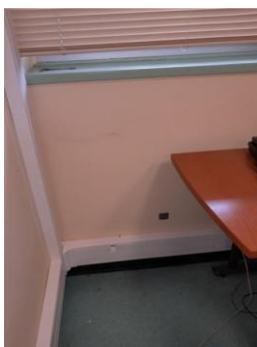
L'adéquation entre le périmètre de repérage associé à cette prestation et le champ d'intervention effectif des destinataires du présent document pouvant présenter des évolutions en fonction des besoins du donneur d'ordre, toute découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non identifiés notamment pour des raisons de modification du programme de travaux ou d'hétérogénéités non précisées par le donneur d'ordre, doit faire l'objet d'une suspension immédiate des travaux et d'investigations complémentaires appropriées dans les meilleurs délais.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail.

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

ANNEXE FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION
PRELEVEMENT : P001
Emplacement


Nom du client	Numéro de dossier	Partie d'ouvrage
CEA	A534887071.1	RDC - P30A
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Peinture	30/01/2023	VIEVILLE Pascal
Localisation		
Murs - A		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		
DESCRIPTION DU PRELEVEMENT :		
Objet		
Peinture		

PRELEVEMENT : P002
Emplacement


Nom du client	Numéro de dossier	Partie d'ouvrage
CEA	A534887071.1	RDC - P30A
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Plâtre peinture	30/01/2023	VIEVILLE Pascal
Localisation		
Murs - C		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		
DESCRIPTION DU PRELEVEMENT :		
Objet		
Plâtre peinture		

PRELEVEMENT : P003

Emplacement



Nom du client

CEA

Numéro de dossier

A534887071.1

Partie d'ouvrage

RDC - P30A

Matériau

Plâtre peinture

Date de prélèvement

30/01/2023

Nom de l'opérateur

VIEVILLE Pascal

Localisation

Murs - D

Résultat amiante

Absence d'amiante

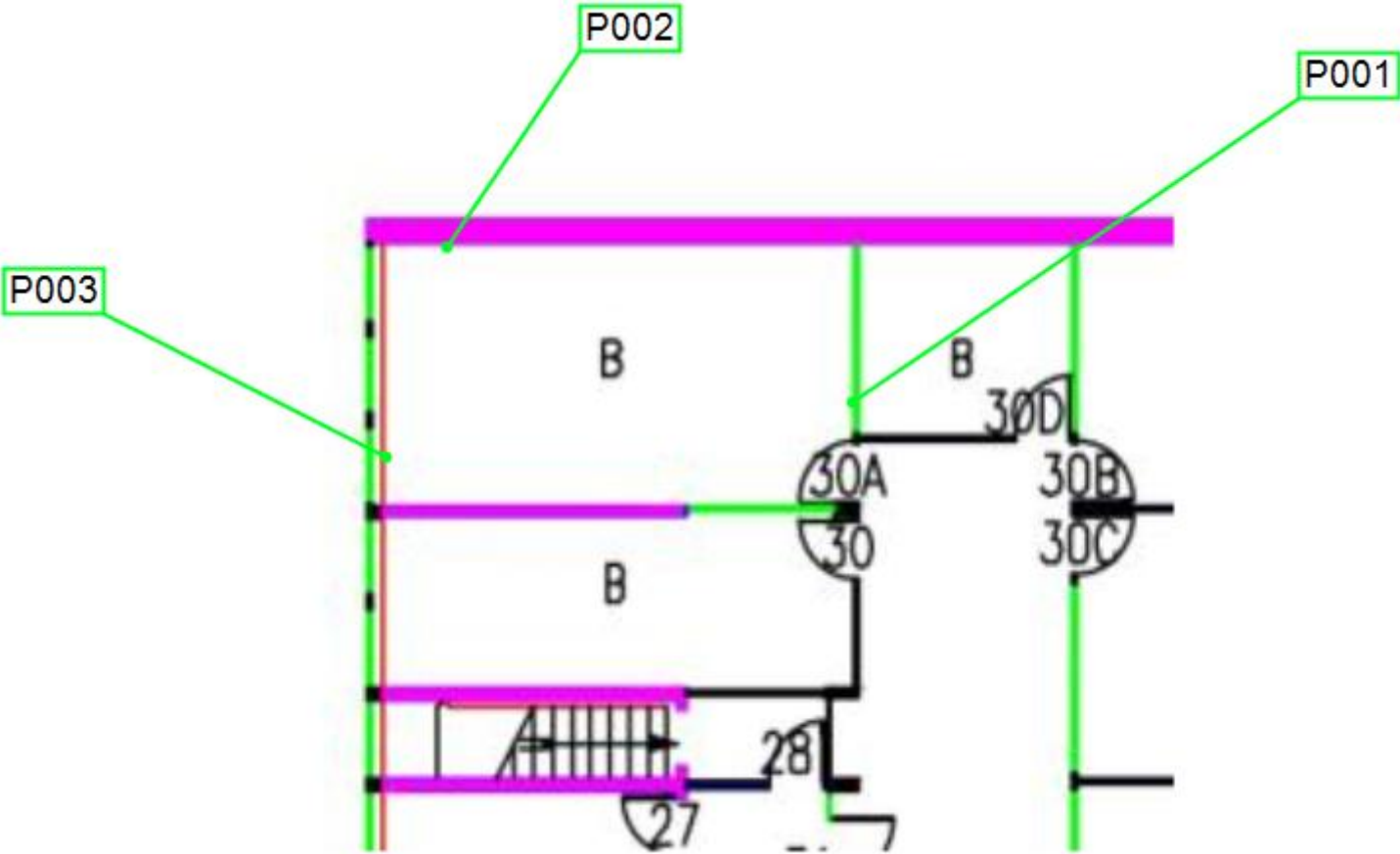
DESCRIPTION DU PRELEVEMENT :

Objet

Plâtre peinture

ANNEXE CROQUIS

	Planche de repérage			
Client :	CEA	Titre :	Croquis N°1	
N° rapport :	2023-0116-1553-AM-151-A534887071.1-001-1	Lieu d'intervention :	IGS 115 Bâtiment 151 Centre de Cadarache 13115 SAINT-PAUL-LÈS-DURANCE	
N° planche :	1/1			Version : 0
Type :	Croquis			
Date :	03/02/2023	Bâtiment :		
Intervenant :	VIEVILLE Pascal	Etage :		
Origine du plan :	Croquis ou document transmis	Commentaire :		



ANNEXE PROCES VERBAUX D'ANALYSES

Document 1



Rapport d'essai numéro 23E0061.18.AA.Rev00 en date du 02/02/2023
Recherche et identification des fibres d'amiante dans les matériaux

Page 1 sur 2

Client

APAVE SUDEUROPE SAS
21 avenue Irène et Frédéric Joliot-Curie
83130 LA GARDE

Dossier

Référence 2023-0116-1553-AM-151
Provenance Prélèvement réalisé dans le cadre d'un repérage avant travaux
Adresse CEA - CADARACHE - 13108 SAINT-PAUL-LES-DURANCE
Prélèvement le 20/01/2023 par Pascal VIEVILLE
Réception le 31/01/2023
Analyse du 31/01/2023 au 02/02/2023

Résultats

Références	Description visuelle de la couche	Résultat
001 P001 - Bât 151 P30A mur A - peinture	C1* Matériau de type peinture lisse (beige)	Amiante non détecté
002 P002 - Bât 151 P30A mur C - plâtre peinture	C1* Matériau de type peinture lisse (beige)	Amiante non détecté
	C2* Matériau de type plâtre fin (blanc)	Amiante non détecté
003 P003 - Bât 151 P30A mur D - plâtre peinture	C1* Matériau de type peinture lisse (beige)	Amiante non détecté
	C2* Matériau de type plâtre friable (blanc)	Amiante non détecté

Contexte Le présent rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Notes Les informations relatives au dossier (référence, provenance, adresse et prélèvement) ainsi que la référence de chaque échantillon ont été fournies par le Client et ne sauraient engager la responsabilité du laboratoire. eu égard à toute erreur ou omission.
Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur.
Lorsque le signe "*" apparaît dans la description visuelle, il s'agit de couches indissociables qui n'ont pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.
Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande.
Sauf information contraire sur ce rapport, l'échantillon transmis par le demandeur a été déclaré apte à être préparé.

Technique analytique Il s'agit d'une recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :
- Traitement par une méthode interne (ITA82) en vue d'une identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon la norme NF ISO 22262-1.
- Traitement par une méthode interne (ITA82) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (MET) équipée d'un analyseur en dispersion d'énergie des rayons X selon parties utiles de la norme NFX 43-050.
Le type de traitement et d'analyse appliqué à chaque couche est explicité en annexe du présent rapport.

Limite de détection Le laboratoire garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans la prise d'essai est supérieure ou égale à 0.1% en masse dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET).
Dans le cadre d'une couche indissociable, la limite de détection n'est pas garantie pour chaque couche unitaire mais pour la prise d'essai obtenue par mélange des éléments constitutifs de ladite couche indissociable et ce dans la limite de 4 couches indissociables.

Résultat La mention en annexe du présent rapport d'une technique d'analyse par MOLP et META indique que les échantillons ont d'abord été analysés au MOLP mais sans aboutir à un résultat conclusif (seuls les échantillons présentant des fibres visibles sont traités au MOLP).
MOLP : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" -> aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibres d'amiante optiquement observable inférieure à la limite de détection. Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm).
MET : "Amiante non détecté" -> la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.
MET : "Amiante détecté" -> le laboratoire a procédé à une identification des fibres (analyse réalisée sur les critères : morphologie, analyse chimique et diffraction sauf mention particulière).

Approbation: **Samuel LAVRY**
Responsable du laboratoire



Annexes

Echantillon- Couche	MOLP - Microscopie Optique à Lumière Polarisée			MET - Microscopie Electronique à Transmission		
	Méthodologie	Lame(s)	Analyste(s)	Méthodologie	Préparation(s)	Grille(s)
001 - C1*	Sans objet	-	-	Calcination et broyage	1	2
002 - C1*	Sans objet	-	-	Calcination et broyage	1	2

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation. Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole * sont couverts par l'accréditation pour les items description visuelle, nombre de préparations et résultats.
Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à analyse tels qu'ils ont été reçus.
La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

ALS - 8 rue de l'Ancien Lavoir - 69720 ST LAURENT DE MÛRE (France)
Tél : 04 82 53 89 90 - Fax : 04 82 53 89 87 - Mail : contact@alsfrance.fr

Accréditation
n°1-5853
Portée
disponible sur
www.cofrac.fr





Rapport d'essai numéro 23E0061.18.AA.Rev00 en date du 02/02/2023
Recherche et identification des fibres d'amiante dans les matériaux

Page 2 sur 2

Echantillon- Couche	MOLP - Microscopie Optique à Lumière Polarisée			MET - Microscopie Electronique à Transmission			
	Méthodologie	Lame(s)	Analyste(s)	Méthodologie	Préparation(s)	Grille(s)	Analyste(s)
002 - C2*	Sans objet	-	-	Calcination et broyage	1	2	ALS023 ALS041
003 - C1*	Sans objet	-	-	Calcination et broyage	1	2	ALS023 ALS041
003 - C2*	Sans objet	-	-	Calcination et broyage	1	2	ALS023 ALS041

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation. Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole * sont couverts par l'accréditation pour les items description visuelle, nombre de préparations et résultats. Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à analyse tels qu'ils ont été reçus. La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

ALS - 8 rue de l'Ancien Lavoir - 69720 ST LAURENT DE MÛRE (France)
Tél : 04 82 53 89 90 - Fax : 04 82 53 89 87 - Mail : contact@alsfrance.fr

Accréditation
n°1-5853

Portée
disponible sur
www.cofrac.fr



ANNEXE TABLEAU ESTIMATIF DES QUANTITES

SANS OBJET

ANNEXE CERTIFICATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE



Accréditation
n°4-0557
PORTÉE
DISPONIBLE SUR
www.cofrac.fr



Bureau Contrôle Certification

N° de certification
B2C 0656

CERTIFICATION DE PERSONNES

attribuée à :

Pascal VIEVILLE

Dans les domaines suivants :

Amiante sans mention : Secteur B : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	
Obtenu le : 07/09/2022	Valable jusqu'au : 06/09/2029*
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.	
Amiante avec mention : Secteur Bbis : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	
Obtenu le : 07/09/2022	Valable jusqu'au : 06/09/2029*
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.	
Certification Plomb : Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP).	
Obtenu le : 17/04/2018	Valable jusqu'au : 16/04/2023*
Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.	
Certification DPE : Diagnostic de Performance Énergétique d'habitations individuelles et de lots dans des bâtiments à usage principal d'habitation. Attestation de prise en compte de la réglementation thermique.	
Obtenu le : 06/07/2018	Valable jusqu'au : 05/07/2023*
Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.	
Certification Électricité : État de l'installation intérieure d'électricité.	
Obtenu le : 27/03/2018	Valable jusqu'au : 26/03/2023*
Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.	
Certification Gaz : État de l'installation intérieure de gaz.	
Obtenu le : 01/03/2018	Valable jusqu'au : 28/02/2023*
Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.	
Certification Termites : État relatif à la présence de termites dans le bâtiment en France métropolitaine	
Obtenu le : 27/03/2018	Valable jusqu'au : 26/03/2023*
Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.	

(Signature)
Responsable qualité,
Sandrine SCHNEIDER

Fait à STRASBOURG, le 07 septembre 2022

*Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs de la surveillance.
La conformité de cette certification peut être vérifiée sur le site : www.b2c-france.com

24 rue des Prés • 67380 LINGOLSHEIM • Tél : 03 88 22 21 97 • e-mail : b.2.c@orange.fr • www.b2c-france.com

ANNEXE ATTESTATION D'ASSURANCE



Contrat RC n° 10800807204 1/2

AXA France IARD
 DIRECTION ENTREPRISES
 Production R.C. – Grands Comptes
 Télécopie 01.57 65 07 90

ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313, Terrasses de l'Arche - 92727 NANTERRE Cedex, atteste par la présente que l'assuré :

APAVE
 Immeuble Canopy
 6 rue du Général Audran
 92400 COURBEVOIE

agissant tant pour son compte que pour celui de Apave Exploitation France

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 10800207204, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- ☐ inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- ☐ bâtiment et génie civil
- ☐ essais, mesures et métrologie
- ☐ laboratoires d'analyses (non médicales)
- ☐ conseils
- ☐ formation
- ☐ certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces métiers, à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- ☐ des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- ☐ des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- ☐ des activités de classification et certification de navires et unités offshore.

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance



Contrat RC n° 10800807204 2/2

TABEAU DES GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites de garantie
Responsabilité Civile Exploitation/ Après Livraison/ Professionnelle	
Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus	5 000 000 € par année d'assurance
<u>Sans pouvoir excéder pour :</u>	
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux USA/Canada	5 000 000 € par année d'assurance
sous limités :	
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb*	2 500 000 € par année d'assurance

* Il est précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023 inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à Nanterre le 12/12/2022
Par délégation

POUR L'ASSUREUR :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

CONSEILS SUR LES MODALITES D'ELIMINATION DES DECHETS

Les responsabilités du producteur de déchets

Le Code de l'Environnement dispose dans son article L. 541-2 : «*Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.*»

A ce titre, pour des travaux de désamiantage, le maître d'ouvrage (en général le propriétaire) est responsable de la bonne élimination des déchets issus du chantier. Les déchets de chantier tels que les équipements de protection des intervenants sont de la responsabilité de l'entreprise effectuant les travaux.

Les familles de déchets

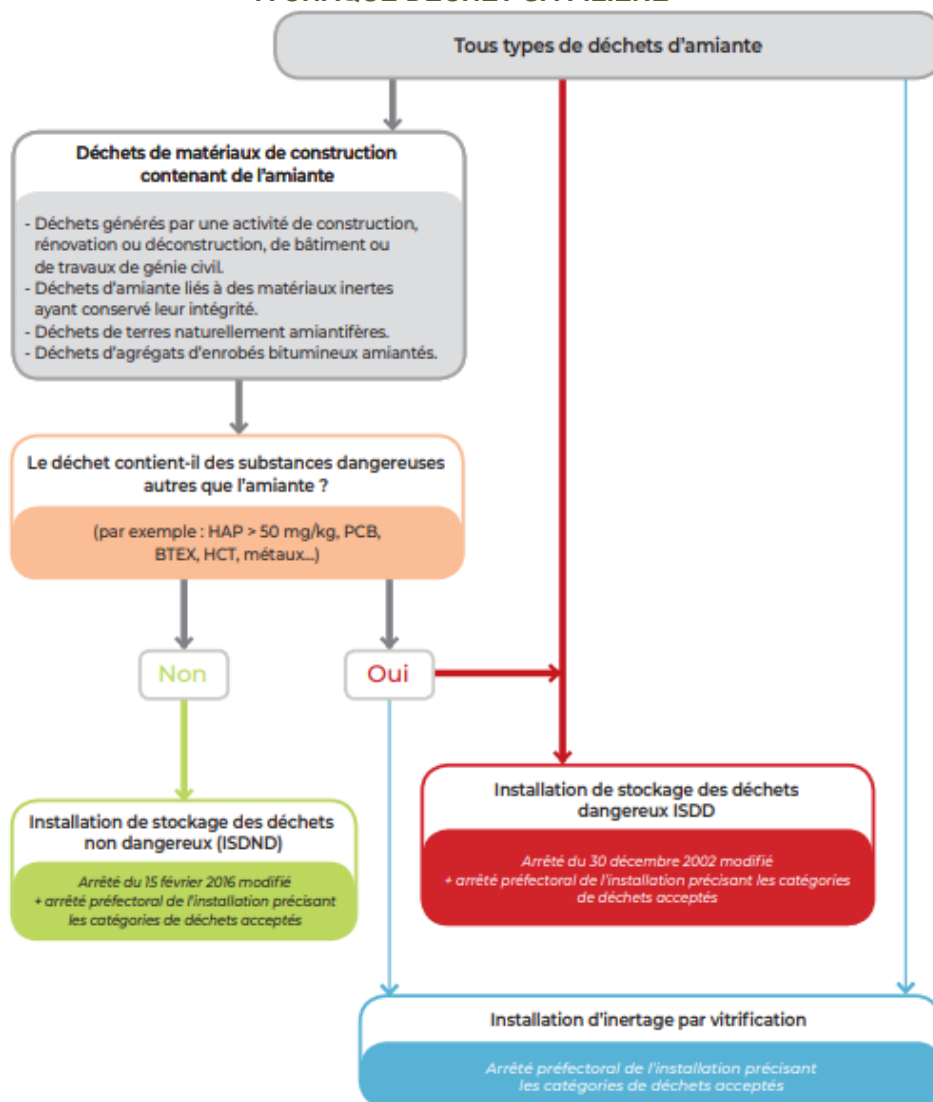


Les différentes sortes de déchets d'amiante

Les déchets d'amiante se divisent en deux grandes catégories quant à la gestion de leur élimination. **Le traitement va dépendre de la nature des déchets amiantés.** :

Installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou installation d'inertage par vitrification	Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
Tous types de déchets amiantés, y compris les déchets connexes de chantiers contaminés (EPI, films de protection)	Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante générés par une activité de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou par une activité de construction, rénovation ou déconstruction de travaux de génie civil, y compris les terres naturellement amiantifères et les agrégats d'enrobés bitumineux amiantés

A CHAQUE DECHET SA FILIERE



Document INRS

Organisation à prévoir pour la gestion de ces déchets

L'entreprise doit appliquer les dispositions réglementaires existantes concernant les déchets qu'elle produit ou détient, car elle en est responsable. Elle doit impérativement disposer, avant même le démarrage des travaux, d'un **certificat d'acceptation préalable (CAP)** de l'installation de stockage des déchets ou de traitement par vitrification pour chaque catégorie de déchet amianté que son activité va produire. Un **bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante (BSDA)** accompagne chaque lot depuis son lieu de production jusqu'à son élimination finale.

À toutes les étapes de la gestion de ces déchets, la manutention des déchets doit être organisée de façon à éviter la libération de fibres. L'utilisation de moyens adaptés d'aide à la manutention ou au levage est à rechercher. Le nettoyage des surfaces, outils, engins, véhicules sera effectué par humidification et aspiration avec du matériel adapté (soufflettes à proscrire). Les salariés doivent être informés des risques qu'ils encourent et formés aux moyens de prévention (modes opératoires, EPI, règles d'hygiène).

Élimination des déchets

Les déchets doivent être confiés à des centres de traitement autorisés, après demande d'un certificat d'acceptation préalable.

Les adresses des installations de stockage des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès des préfectures, des Conseils généraux, des mairies, des DREAL et de l'ADEME ainsi qu'en consultant les sites suivants :

<https://www.sinoe.org/>

<http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>